

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES
ET MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

F. 91 — 1209

9 MARS 1991

Arrêté royal relatif à la sécurité des jouets

BAUDOUIIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 juin 1990 relative à la sécurité des jouets;

Vu la Directive 88/378/CEE du 3 mai 1988 du Conseil des Communautés européennes concernant le rapprochement des législations des États membres relatives à la sécurité des jouets;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques et du Plan, de Notre Ministre des Affaires sociales, de Notre Secrétaire d'Etat à l'Énergie, de Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Politique des Handicapés,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier

Exigences relatives à la sécurité des jouets

Article 1er. Les produits mentionnés à l'annexe I du présent arrêté ne sont pas considérés comme des jouets au sens de l'article 1er de la loi du 29 juin 1990 relative à la sécurité des jouets, ci-après dénommée la loi.

Art. 2. Les jouets ne peuvent être mis sur le marché que s'ils ne compromettent pas la sécurité ou la santé des utilisateurs ou des tiers lorsqu'ils sont utilisés conformément à leur destination, ou qu'il en est fait un usage prévisible, compte tenu du comportement habituel des enfants.

Les jouets doivent remplir, dans l'état où ils sont mis sur le marché et compte tenu de la durée de leur utilisation prévisible et normale, les conditions de sécurité et de santé établies par le présent arrêté.

Art. 3. Les exigences générales visées à l'article 2 de la loi sont mentionnées à l'annexe II du présent arrêté.

Art. 4. Les normes NBN-EN 71/1, 71/2 et 71/3, établies par l'Institut belge de normalisation (IBN), ainsi que la norme NBN-C 73-335-99 établie par le Comité électrotechnique belge (CEB), constituent les exigences particulières visées à l'article 2 de la loi.

Art. 5. Pour les jouets visés à l'article 3 de la loi, le fabricant ou son mandataire établi dans la Communauté européenne, tient à la disposition, à des fins de contrôle, l'information suivante :

— une description des moyens (tels que l'utilisation d'un protocole d'examen, d'une fiche technique) par lesquels le fabricant assure la conformité de la production aux exigences particulières visées à l'article 4 du présent arrêté ou, le cas échéant, une attestation « CE » de type établie par un organisme agréé, des copies de documents que le fabricant a soumis à l'organisme agréé, une description des moyens par lesquels le fabricant assure la conformité au modèle agréé;

— l'adresse des lieux de fabrication et d'entreposage;
— des renseignements détaillés concernant la conception et la fabrication.

Lorsque ni le fabricant ni son mandataire ne sont établis dans la Communauté européenne, l'obligation susmentionnée de tenir à disposition un dossier incombe à toute personne qui met le jouet sur le marché communautaire.

— Les normes NBN-EN 71/1, 71/2, 71/3, 45001 et suivantes visées au présent arrêté peuvent être consultées à l'Institut belge de normalisation, avenue de la Brabançonne 29, 1040 Bruxelles, où elles sont en vente.

— La norme NBN-C 73-335-99 mentionnée au présent arrêté peut être consultée au Comité électrotechnique belge, galerie Ravenstein 3, bte 11, 1000 Bruxelles, où elle est en vente.

3

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN
EN MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 91 — 1209

9 MAART 1991

Koninklijk besluit betreffende de veiligheid van speelgoed

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 29 juni 1990 betreffende de veiligheid van speelgoed;

Gelet op de Richtlijn 88/378/EEG van 3 mei 1988 van de Raad van de Europese Gemeenschappen betreffende de onderlinge aanpassing van de wetgevingen van de lid-Staten inzake de veiligheid van speelgoed;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Economische Zaken en het Plan, van Onze Minister van Sociale Zaken, van Onze Staatssecretaris voor Energie, van Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Gehandicaptenbeleid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I

Voorschriften betreffende de veiligheid van speelgoed

Artikel 1. De produkten vermeld in bijlage I van dit besluit worden niet als speelgoed aangemerkt in de zin van artikel 1 van de wet van 29 juni 1990 betreffende de veiligheid van speelgoed, hierna te noemen de wet.

Art. 2. Speelgoed mag slechts in de handel worden gebracht, indien het bij gebruik overeenkomstig de bestemming ervan of bij gebruik op een wijze die gezien het gangbare gedrag van kinderen te verwachten is, voor de veiligheid of de gezondheid van de gebruikers of van derden geen gevaar oplevert.

Speelgoed moet in de staat waarin het in de handel wordt gebracht en rekening houdend met het te verwachten normale gebruik, aan de in dit besluit vastgestelde voorschriften inzake veiligheid en gezondheid voldoen.

Art. 3. De algemene voorschriften bedoeld in artikel 2 van de wet worden vermeld in bijlage II van dit besluit.

Art. 4. De normen NBN-EN 71/1, 71/2 en 71/3, vastgesteld door het Belgisch Instituut voor Normalisatie (BIN), evenals de norm NBN-C 73-335-99 vastgesteld door het Belgisch electrotechnisch comité (BEC), gelden als de bijzondere voorschriften bedoeld in artikel 2 van de wet.

Art. 5. Voor het speelgoed bedoeld in artikel 3 van de wet moet de fabrikant of diens in de Europese Gemeenschap gevestigde gemachtigde, met het oog op de controle, volgende informatie ter beschikking houden :

— een beschrijving van de middelen (bij voorbeeld gebruik van een keuringsprotocol, technische specificatie) waarmee de fabrikant ervoor zorgt dat de productie gebeurt overeenkomstig de bijzondere voorschriften bedoeld in artikel 4 van dit besluit of, in voorkomend geval, een EG-typeverklaring opgesteld door een erkende instelling, afschriften van documenten die de fabrikant aan de erkende instelling heeft voorgelegd, een beschrijving van de middelen waarmee de fabrikant ervoor zorgt dat het produkt met het goedgekeurde model overeenstemt;

— het adres van de plaatsen van vervaardiging en opslag;
— uitvoerige gegevens betreffende ontwerp en vervaardiging.

Indien noch de fabrikant, noch zijn gemachtigde in de Europese Gemeenschap is gevestigd, rust deze verplichting om een dossier ter beschikking te houden op eenieder die het speelgoed op de communautaire markt in de handel brengt.

— De normen NBN-EN 71/1, 71/2, 71/3, 45001 en volgende bedoeld in dit besluit kunnen geraadpleegd worden bij het Belgisch Instituut voor Normalisatie, Brabançonneaan 29, 1040 Brussel, waar zij te koop zijn.

— De norm NBN-C 73-335-99 vermeld in dit besluit kan geraadpleegd worden bij het Belgisch electrotechnisch comité, Ravensteingalerij 3, bus 11, 1000 Brussel, waar zij te koop is.

Art. 6. Pour les jouets visés à l'article 4 de la loi, le fabricant ou son mandataire établi dans la Communauté européenne, tient à la disposition, à des fins de contrôle, l'information suivante :

- une description détaillée de la fabrication;
- une description des moyens (tels que l'utilisation d'un protocole d'examen, d'une fiche technique) par lesquels le fabricant assure la conformité au modèle agréé;
- l'adresse des lieux de fabrication et d'entreposage;
- des copies des documents que le fabricant a soumis pour examen « CE » de type à un organisme agréé;
- le certificat de test de l'échantillon ou une copie conforme.

Lorsque ni le fabricant ni son mandataire ne sont établis dans la Communauté européenne, l'obligation susmentionnée de tenir à disposition un dossier incombe à toute personne qui met le jouet sur le marché communautaire.

Art. 7. § 1^{er}. La demande d'examen « CE » de type est introduite par le fabricant ou par son mandataire établi dans la Communauté européenne auprès d'un organisme agréé.

La demande :

- comporte une description du jouet;
- mentionne le nom et l'adresse du fabricant ou de son ou ses mandataires établis dans la Communauté européenne ainsi que le lieu de fabrication des jouets;
- contient des renseignements détaillés sur la conception et la fabrication et est accompagnée d'un modèle dont la production est envisagée.

§ 2. L'organisme agréé procède à l'examen « CE » de type selon les modalités suivantes :

- il examine les documents fournis par le demandeur et constate s'ils sont en règle;
- il vérifie que les jouets ne risquent pas de compromettre la sécurité et/ou la santé, comme il est prévu par le présent arrêté;
- il effectue les examens et essais appropriés en vue de vérifier si le modèle répond aux exigences générales visées à l'article 2 de la loi en utilisant autant que possible les exigences particulières visées à l'article 4 du présent arrêté;
- il peut demander d'autres exemplaires du modèle.

§ 3. Si le modèle répond aux exigences générales prévues par le présent arrêté, l'organisme agréé établit une attestation « CE » de type, qui est notifiée au demandeur. Cette attestation reproduit les conclusions de l'examen, indique les conditions dont elle est éventuellement assortie et comprend les descriptions et dessins du jouet agréé.

§ 4. A leur demande, copie de l'attestation et, sur demande motivée, copie du dossier technique et des procès-verbaux des examens et essais effectués, doivent être transmis à la Commission des Communautés européennes, aux organismes agréés et aux autorités concernées des autres Etats membres.

§ 5. L'organisme agréé qui refuse de délivrer une attestation « CE » de type en informe les autorités qui l'ont agréé et la Commission des Communautés européennes, en indiquant les motifs de son refus.

§ 6. Les pièces relatives aux résultats de l'examen « CE » de type visé au présent article présentent un caractère confidentiel. Le Ministre des Affaires économiques peut fixer des règles plus précises à cet égard.

§ 7. Les frais de l'examen « CE » de type incombent au fabricant ou à son mandataire établi dans la Communauté européenne.

Art. 8. § 1^{er}. En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 5 et 6 du présent arrêté, le Ministre des Affaires économiques prend les mesures appropriées en vue de faire respecter ces obligations. Il peut notamment adresser au fabricant ou à son mandataire établi dans la Communauté européenne un avertissement le mettant en demeure de se conformer à ces obligations.

Lorsque ni le fabricant ni son mandataire ne sont établis dans la Communauté européenne, le Ministre des Affaires économiques peut adresser un avertissement à toute personne qui met le jouet sur le marché communautaire.

§ 2. En cas de non-respect manifeste de ces obligations, le Ministre des Affaires économiques peut en particulier exiger que le fabricant ou son mandataire établi dans la Communauté euro-

Art. 6. Voor het speelgoed bedoeld in artikel 4 van de wet moet de fabrikant of diens in de Europese Gemeenschap gevestigde gemachtigde, met het oog op de controle, volgende informatie ter beschikking houden :

- een uitvoerige beschrijving van de vervaardiging;
- een beschrijving van de middelen (bij voorbeeld gebruik van een keuringsprotocol, technische specificatie, enz.) waarmee de fabrikant ervoor zorgt dat het produkt met het goedgekeurde model overeenstemt;
- het adres van de plaatsen van vervaardiging en opslag;
- afschriften van de documenten die de fabrikant aan een erkende instelling heeft voorgelegd voor een EG-typeonderzoek;
- het monsterkeuringscertificaat of een gewaarmerkt afschrift ervan.

Indien noch de fabrikant, noch zijn gemachtigde in de Europese Gemeenschap is gevestigd, rust deze verplichting om een dossier ter beschikking te houden op eenieder die het speelgoed op de communautaire markt in de handel brengt.

Art. 7. § 1. De aanvraag voor een EG-typeonderzoek wordt door de fabrikant of diens in de Europese Gemeenschap gevestigde gemachtigde bij een erkende instelling ingediend.

De aanvraag omvat :

- een beschrijving van het speelgoed;
- naam en adres van de fabrikant of van diens in de Europese Gemeenschap gevestigde gemachtigde(n) alsmede de plaats waar het speelgoed wordt vervaardigd;
- uitvoerige gegevens over ontwerp en vervaardiging, vergezeld van een model van het speelgoed waarvan productie wordt overwogen.

§ 2. De erkende instelling verricht het EG-typeonderzoek op de volgende wijze :

- zij onderzoekt de door de aanvrager voorgelegde documenten en gaat na of deze in orde zijn;
- zij gaat na of het speelgoed geen gevaar oplevert voor veiligheid en/of gezondheid zoals bepaald in dit besluit;
- zij voert de dienstig geachte onderzoeken en proeven uit en past zoveel mogelijk de in artikel 4 van dit besluit bedoelde bijzondere voorschriften toe om na te gaan of het model aan de in artikel 2 van de wet bedoelde algemene voorschriften beantwoordt;
- zij kan om nog andere exemplaren van het model verzoeken.

§ 3. Indien het model aan de in dit besluit bepaalde algemene voorschriften beantwoordt, stelt de erkende instelling een EG-typeverklaring op, die aan de aanvrager wordt toegezonden. In deze verklaring zijn de bevindingen van het onderzoek opgenomen en wordt aangegeven welke voorwaarden in voorkomend geval aan de verklaring zijn verbonden; tevens zijn daarin beschrijvingen en tekeningen van het goedgekeurde speelgoed opgenomen.

§ 4. Op hun verzoek moet aan de Commissie van de Europese Gemeenschappen, de erkende instellingen en de betrokken autoriteiten van andere lid-Staten een afschrift van de verklaring, en op een met redenen omkleed verzoek, een afschrift van het technische dossier en van de verslagen van de verrichte onderzoeken en proeven overgemaakt worden.

§ 5. De erkende instelling die een EG-typeverklaring weigert af te geven stelt de autoriteiten die haar erkend hebben en de Commissie van de Europese Gemeenschappen daarvan op de hoogte onder vermelding van de redenen voor haar weigering.

§ 6. De stukken die betrekking hebben op de resultaten van het in dit artikel bedoelde EG-typeonderzoek, hebben een vertrouwelijk karakter. De Minister van Economische Zaken kan dienomtrent nadere regels vaststellen.

§ 7. De kostenvergoeding van het EG-typeonderzoek is ten laste van de fabrikant of van zijn in de Europese Gemeenschap gevestigde gemachtigde.

Art. 8. § 1. In geval van niet-nakoming van de verplichtingen bedoeld bij de artikelen 5 en 6 van dit besluit, neemt de Minister van Economische Zaken de passende maatregelen om te bewerkstelligen dat die verplichtingen worden nagekomen. Hij kan ondermeer een waarschuwing richten tot de fabrikant of tot diens in de Europese Gemeenschap gevestigde gemachtigde waarbij deze aangehaand wordt zich te schikken naar deze verplichtingen.

Indien noch de fabrikant, noch zijn gemachtigde in de Europese Gemeenschap is gevestigd kan de Minister van Economische Zaken een waarschuwing richten tot eenieder die het speelgoed op de communautaire markt in de handel brengt.

§ 2. In geval van onmiskenbare niet-nakoming van deze verplichtingen kan de Minister van Economische Zaken met name eisen dat de fabrikant of diens in de Europese Gemeenschap gevestigde

pénne fassent effectuer à ses frais, dans un délai déterminé, un essai par un organisme agréé pour vérifier la conformité aux exigences générales et, le cas échéant, particulières visées à l'article 2 de la loi.

Lorsque ni le fabricant ni son mandataire ne sont établis dans la Communauté européenne, le Ministre des Affaires économiques peut l'exiger de toute personne qui met le jouet sur le marché communautaire.

Art. 9. § 1^{er}. Les agents de l'Inspection générale économique, du service Energie électrique de l'Administration de l'Energie et de l'Administration du Commerce du Ministère des Affaires économiques, ainsi que les agents de l'Inspection des Denrées alimentaires du Ministère de la Santé publique surveillent, chacun en ce qui le concerne, l'exécution des dispositions de la loi et de ses arrêtés d'exécution.

§ 2. Sur requête du ou des Ministres intéressés ou de leurs délégués, les organismes agréés procèdent à des examens et des essais des jouets mis sur le marché, afin d'en vérifier la conformité aux exigences générales et, le cas échéant, particulières visées à l'article 2 de la loi.

Art. 10. Les avertissements et indications de précaution d'emploi visés à l'article 7 de la loi sont énoncés à l'annexe III du présent arrêté.

Art. 11. La marque « CE » dont un modèle figure à l'annexe IV du présent arrêté, ainsi que le nom et/ou la raison sociale et/ou la marque ainsi que l'adresse du fabricant ou de son mandataire ou de l'importateur dans la Communauté européenne sont apposés de manière visible, lisible et indélébile sur le jouet ou sur son emballage.

Pour des jouets de petite taille, ainsi que pour les jouets composés d'éléments de petite taille, ces indications peuvent, de la même manière, être apposées sur l'emballage, sur une étiquette ou sur une notice. Dans le cas où elles ne sont pas apposées sur le jouet, l'attention du consommateur doit être attirée sur l'utilité de les conserver.

Les indications visées au premier alinéa peuvent être abrégées dans la mesure où l'abréviation permet d'identifier le fabricant, son mandataire ou l'importateur dans la Communauté européenne.

CHAPITRE II. — Dispositions relatives à l'agrément des organismes chargés de l'examen « CE » de type

Art. 12. Pour être agréés et le rester, les organismes chargés de l'examen « CE » de type doivent satisfaire aux conditions figurant à l'annexe V.

Art. 13. Pour l'exécution de la loi et des arrêtés pris en vertu de celle-ci, les normes NBN-EN 45001 et suivantes fixant les critères généraux en matière d'essais, de certification et d'accréditation sont d'application.

Art. 14. La demande d'agrément est adressée au Ministre des Affaires économiques. A la demande doivent être jointes les pièces établissant que l'organisme satisfait aux conditions visées par les articles 12 et 13 du présent arrêté.

La demande est examinée par les agents du Ministère des Affaires économiques et du Ministère de la Santé publique, désignés à cette effet par le Ministre compétent, chacun pour ce qui le concerne. Les agents peuvent se faire assister par des experts.

Le laboratoire central de l'Administration de l'Industrie assure en la matière un rôle de coordination.

Les frais résultant de prestations de tiers et se rapportant à l'examen de la demande incombent au demandeur.

Art. 15. § 1^{er}. Les Ministres qui ont les Affaires économiques, la Santé publique et l'Energie dans leurs attributions, décident, conjointement de l'agrément de ces organismes et en publient la liste au *Moniteur belge*.

§ 2. Lorsque les agents visés à l'article 14, alinéa 2, du présent arrêté émettent un avis défavorable sur la demande d'agrément, cet avis est communiqué, avec indication des motifs, à l'organisme concerné par lettre recommandée à la poste. L'organisme dispose de trente jours à compter de la réception de la lettre pour faire connaître ses objections à l'Administration de l'Industrie.

Art. 16. L'agrément peut être retiré, temporairement ou définitivement, lorsque l'une des dispositions visées aux articles 12 et 13 du présent arrêté n'est plus respectée.

gemachtigde, binnen een bepaalde termijn, op eigen kosten door een erkende instelling een proef laten uitvoeren om de overeenstemming met de algemene en, in voorkomend geval, met de bijzondere voorschriften bedoeld in artikel 2 van de wet na te gaan.

Indien noch de fabrikant, noch zijn gemachtigde in de Europese Gemeenschap is gevestigd kan de Minister van Economische Zaken dit eisen van eenieder die het speelgoed op de communautaire markt in de handel brengt.

Art. 9. § 1. De ambtenaren van de Economische Algemene Inspectie, van de dienst Elektrische Energie van de Administratie van de Energie en van de Administratie van de Handel van het Ministerie van Economische Zaken, alsmede de ambtenaren van de Eetwareninspectie van het Ministerie van Volksgezondheid, houden, ieder wat hen betreft, toezicht op de uitvoering van de bepalingen van de wet en van haar uitvoeringsbesluiten.

§ 2. Op verzoek van de betrokken Minister(s) of hun afgevaardigden gaan de erkende instellingen over tot onderzoek en beproeving van het speelgoed dat in de handel gebracht wordt, ten einde na te gaan of het in overeenstemming is met de algemene en, in voorkomend geval, met de bijzondere voorschriften bedoeld in artikel 2 van de wet.

Art. 10. De in artikel 7 van de wet bedoelde waarschuwingen en de aanwijzingen betreffende de bij het gebruik in acht te nemen voorzorgsmaatregelen, worden aangegeven in bijlage III van dit besluit.

Art. 11. Het EG-merkteken, waarvan een model is opgenomen in bijlage IV van dit besluit, alsmede de naam en/of de firmanaam en/of het merkteken alsmede het adres van de fabrikant, van zijn gemachtigde of van de invoerder in de Europese Gemeenschap worden zichtbaar, leesbaar en onuitwisbaar aangebracht op het speelgoed of op de verpakking ervan.

Bij speelgoed van klein formaat en speelgoed dat bestaat uit onderdelen van klein formaat mogen deze gegevens op dezelfde wijze worden aangebracht op de verpakking, op een etiket of op een bigesloten mededeling. Indien de gegevens niet op het speelgoed zijn aangebracht, moet de gebruiker erop worden gewezen dat het nuttig is deze te bewaren.

De in het eerste lid bedoelde gegevens mogen afgekort worden mits identificatie van de fabrikant, zijn gemachtigde of de invoerder in de Europese Gemeenschap mogelijk blijft.

HOOFDSTUK II. — Voorschriften betreffende de erkenning van de met het EG-typeonderzoek belaste instellingen

Art. 12. Om erkend te worden en te blijven moeten de instellingen belast met het EG-typeonderzoek voldoen aan de voorwaarden opgenomen in bijlage V.

Art. 13. Voor de uitvoering van de wet en van de besluiten genomen op grond ervan, zijn de NBN-EN 45001-normen en volgende tot bepaling van de algemene criteria inzake proeven, certificatie en accreditatie van toepassing.

Art. 14. De aanvraag tot erkenning wordt gericht aan de Minister van Economische Zaken. Bij de aanvraag dienen de stukken te worden gevoegd waaruit blijkt dat de instelling voldoet aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen 12 en 13 van dit besluit.

De aanvraag wordt onderzocht door de ambtenaren van het Ministerie van Economische Zaken en van het Ministerie van Volksgezondheid, hiertoe aangewezen door de bevoegde Minister, ieder wat hem betreft. De ambtenaren kunnen zich laten bijstaan door deskundigen.

Het centraal laboratorium van de Administratie van de Nijverheid heeft ter zake een coördinerende rol.

De kosten voortvloeiend uit de prestaties van derden en die betrekking hebben op het onderzoek van de aanvraag rusten op de aanvrager.

Art. 15. § 1. De Ministers tot wier bevoegdheid de Economische Zaken, de Volksgezondheid en de Energie behoren beslissen, gezamenlijk, over de erkenning van deze instellingen en zij maken de lijst hiervan bekend in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 2. Wanneer door de ambtenaren bedoeld in artikel 14, tweede lid, van dit besluit over een aanvraag tot erkenning een ongunstig advies is uitgebracht, wordt dit, met opgave van de redenen, bij een ter post aangetekende brief aan de betrokken instelling meegedeeld. Deze beschikt over dertig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van de brief om aan de Administratie van de Nijverheid haar bezwaren kenbaar te maken.

Art. 16. De erkenning kan tijdelijk of definitief worden ingetrokken indien aan een van de voorwaarden bedoeld in de artikelen 12 en 13 van dit besluit niet meer wordt voldaan.

Cette décision est communiquée, avec indication des motifs, à l'organisme concerné par lettre recommandée à la poste. L'organisme dispose de trente jours à compter de la réception de la lettre pour faire connaître ses objections à l'Administration de l'Industrie.

Art. 17. Les organismes agréés sont soumis au contrôle des agents visés à l'article 14, alinéa 2, du présent arrêté.

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 18. Notre Ministre des Affaires économiques et du Plan, Notre Secrétaire d'Etat à l'Energie et Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Politique des Handicapés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 mars 1991.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques et du Plan,
W. CLAES

Le Ministre des Affaires sociales,
Ph. BUSQUIN

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie,
E. DEWORME

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique
et à la Politique des Handicapés,
R. DELIZEE

Annexe I

*Produits qui ne sont pas considérés comme jouets
au sens du présent arrêté*

1. Ornaments de Noël.
2. Modèles réduits, construits à l'échelle en détails pour collectionneurs adultes.
3. Equipements destinés à être utilisés collectivement sur des terrains de jeu.
4. Equipements sportifs.
5. Equipements nautiques destinés à être utilisés en eau profonde.
6. Poupées folkloriques et décoratives et autres articles similaires pour collectionneurs adultes.
7. Jouets « professionnels » installés dans des endroits publics (grandes surfaces, gares, etc.)
8. Puzzles de plus de 500 pièces ou sans modèle, destinés aux spécialistes.
9. Armés à air comprimé.
10. Feux d'artifice y compris amorces à percussion, à l'exception des amorces à percussion conçues spécialement pour des jouets.
11. Frondes et lance-pierres.
12. Jeux de fléchettes à pointe métallique.
13. Fours électriques, fers à repasser ou autres produits fonctionnels alimentés par une tension nominale supérieure à 24 volts.
14. Produits comprenant des éléments chauffants destinés à être utilisés sous surveillance d'un adulte dans un cadre pédagogique.
15. Véhicules à moteur à combustion.
16. Jouets machine à vapeur.
17. Bicyclettes conçues à des fins de sport ou à des déplacements sur la voie publique.
18. Jouets vidéo connectables au poste d'un moniteur vidéo, alimenté par une tension nominale supérieure à 24 volts.
19. Sucettes de puériculture.

Deze beslissing wordt, met opgave van de redenen, aan de betrokken instelling meegedeeld bij een ter post aangetekende brief. Deze beschikt over dertig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van de brief om aan de Administratie van de Nijverheid haar bezwaren kenbaar te maken.

Art. 17. De erkende instellingen zijn onderworpen aan het toezicht van de ambtenaren bedoeld in artikel 14, tweede lid, van dit besluit.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 18. Onze Minister van Economische Zaken en het Plan, Onze Staatssecretaris voor Energie en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Gehandicaptenbeleid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 maart 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken en het Plan,
W. CLAES

De Minister van Sociale Zaken,
Ph. BUSQUIN

De Staatssecretaris voor Energie,
E. DEWORME

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid
en Gehandicaptenbeleid,
R. DELIZEE

Bijlage I

*Artikelen die niet als speelgoed
in de zin van dit besluit worden aangemerkt*

1. Kerstversiering.
2. Schaalmodellen voor volwassen verzamelaars.
3. Uitrusting bestemd voor collectief gebruik op speelterreinen.
4. Sportuitrusting.
5. Watersportuitrusting voor gebruik in diep water.
6. Folkloristische en sierpoppen en andere soortgelijke artikelen voor volwassen verzamelaars.
7. « Professioneel » speelgoed opgesteld in openbare gelegenheden (grootwinkelbedrijven, stations, enz.)
8. Puzzels met meer dan 500 stukjes of zonder voorbeeld voor hobbyisten.
9. Luchtdrukwapens.
10. Vuurwerk met inbegrip van slaghoedjes, met uitzondering van slaghoedjes die speciaal zijn ontworpen voor speelgoed.
11. Slingers (werptuigen) en katapulten.
12. Spellen met werppijltjes met metalen punten.
13. Elektrische fornuisjes, strijkijzertjes en dergelijke functionele artikelen, gevoed met een nominale spanning van meer dan 24 volt.
14. Artikelen met een verwarmingsoppervlakte die in pedagogisch verband onder leiding van een volwassene moeten worden gebruikt.
15. Voertuigjes met verbrandingsmotor.
16. Speelgoedstoommachines.
17. Sport- en toerfietsen.
18. Videospellen, met een voeding van nominaal meer dan 24 volt, die verbonden kunnen worden met een videobeeldscherm.
19. Fopspenen.

20. Imitations fidèles d'armes à feu réelles.
21. Bijoux de fantaisie destinés à être portés par l'enfant.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 9 mars 1991.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques et du Plan,

W. CLAES

Le Ministre des Affaires sociales,

Ph. BUSQUIN

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie,

E. DEWORME

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique
et à la Politique des Handicapés,

R. DELIZEE

Annexe II

Exigences générales de sécurité pour les jouets

I. Principes essentiels :

1. Conformément aux exigences de l'article 2 du présent arrêté, les utilisateurs de jouets ainsi que les tiers doivent être protégés contre les risques pour la santé et les risques de blessures lorsque les jouets sont utilisés conformément à leur destination ou qu'il en est fait un usage prévisible, compte tenu du comportement habituel des enfants. Il s'agit des risques :

a) qui sont liés à la conception, à la construction et à la composition du jouet;

b) qui sont inhérents à l'utilisation du jouet et que l'on ne peut totalement éliminer en modifiant la construction et la composition du jouet sans en altérer la fonction ou le priver de ses propriétés essentielles.

2. a) Le degré du risque encouru lors de l'utilisation d'un jouet doit être en relation avec la capacité des utilisateurs et, le cas échéant, de leurs surveillants, d'y faire face. Ceci est particulièrement le cas pour les jouets qui, en vertu de leurs fonctions, dimensions et caractéristiques sont destinés aux enfants de moins de 36 mois.

b) Pour respecter ce principe, il faudra spécifier, le cas échéant, un âge minimum pour les utilisateurs des jouets et/ou la nécessité de s'assurer qu'ils sont utilisés uniquement sous la surveillance d'un adulte.

3. Les étiquettes apposées sur les jouets et/ou leurs emballages, ainsi que le mode d'emploi qui les accompagne, doivent attirer l'attention des utilisateurs ou de leurs surveillants, de façon efficace et complète sur les risques liés à leur utilisation et sur la manière de les éviter.

II. Risques spécifiques.

1. Propriétés physiques et mécaniques :

a) Les jouets et leurs pièces, ainsi que leurs fixations dans le cas de jouets montés, doivent avoir la résistance mécanique et, le cas échéant, la stabilité requises pour résister aux contraintes auxquelles ils sont soumis lors de leur utilisation sans se briser ou être capables de se déformer au risque de provoquer des blessures.

b) Les arêtes, saillies, cordes, câbles et fixations accessibles des jouets doivent être conçus et réalisés de manière à réduire dans la mesure du possible les risques de blessures lors d'un contact.

c) Les jouets doivent être conçus et fabriqués de façon que soient réduits au minimum les risques de blessures susceptibles d'être infligées du fait du mouvement de leurs pièces.

d) Les jouets et leurs composants et leurs parties susceptibles d'être détachables des jouets manifestement destinés aux enfants de moins de 36 mois doivent être de dimension suffisante pour ne pas être avalés et/ou inhalés.

e) Les jouets et leurs pièces et les emballages dans lesquels ils sont contenus pour la vente au détail ne doivent pas présenter de dangers d'étranglement ou de suffocation.

20. Natuurgetrouwe imitaties van echte vuurwapens.
21. Namaakjuwelen voor kinderen.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 9 maart 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken en het Plan,

W. CLAES

De Minister van Sociale Zaken,

Ph. BUSQUIN

De Staatssecretaris voor Energie,

E. DEWORME

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid
en Gehandicaptenbeleid,

R. DELIZEE

Bijlage II

Algemene veiligheidsvoorschriften voor speelgoed

I. Fundamentele beginselen :

1. Overeenkomstig de in artikel 2 van dit besluit genoemde veiligheidsvoorschriften, moeten gebruikers van speelgoed alsmede derden beschermd zijn tegen gevaren voor de gezondheid of lichamelijk letsel wanneer het speelgoed wordt gebruikt overeenkomstig de bestemming of op een wijze die, gezien het gebruikelijke gedrag van kinderen, te verwachten is. Het betreft gevaren :

a) die verband houden met het ontwerp, de constructie of de samenstelling van het speelgoed;

b) die onverbreekelijk verbonden zijn met het gebruik van het speelgoed en niet volledig kunnen worden opgeheven door verandering aan te brengen in de constructie of de samenstelling zonder dat het speelgoed zijn functie of zijn belangrijkste eigenschappen verliest.

2. a) De mate van het gevaar die het gebruik van het speelgoed meebrengt moet in verhouding staan tot de vaardigheden van de gebruikers, onder andere van degenen onder wier toezicht zij het speelgoed gebruiken. Dit geldt met name voor speelgoed dat door functie, afmetingen of andere kenmerken bestemd is voor kinderen beneden de 36 maanden.

b) Om dit beginsel in praktijk te brengen moet, waar nodig, een minimumleeftijd voor de gebruikers van het speelgoed worden aangegeven, alsmede worden vermeld dat het uitsluitend onder toezicht van volwassenen mag worden gebruikt.

3. Op etiketten op speelgoed en/of verpakking en in de bijgevoegde gebruiksaanwijzingen moeten de gebruikers c.q. de toezichthoudende volwassenen in voldoende mate en op begrijpelijke wijze worden gewezen op de aan het gebruik verbonden gevaren en op de manier waarop deze kunnen worden voorkomen.

II. Specifieke gevaren.

1. Fysische en mechanische eigenschappen :

a) Speelgoed en onderdelen daarvan en, bij vast geïnstalleerd speelgoed, de verankering, moeten de nodige mechanische eigenschappen en in voorkomend geval de vereiste stabiliteit hebben om de bij het gebruik uitgeoefende druk te weerstaan zonder dat zij breken of kunnen vervormen met gevaar voor lichamelijk letsel.

b) Bereikbare hoeken, uitstekende delen, snoeren, kabels en bevestigingen moeten zo ontworpen en geconstrueerd zijn dat het gevaar voor lichamelijk letsel bij aanraking zo klein mogelijk is.

c) Speelgoed moet zo ontworpen en vervaardigd zijn dat de kans op lichamelijk letsel tengevolge van de beweging van de delen ervan minimaal is.

d) Speelgoedartikelen en onderdelen daarvan en afneembare delen die kennelijk bestemd zijn voor kinderen beneden de 36 maanden, moeten zo groot zijn dat zij niet kunnen worden ingeslikt en/of ingeademd.

e) Speelgoedartikelen en onderdelen daarvan alsmede de verpakking waarin dit speelgoed en deze onderdelen in de detailverkoop worden aangeboden, mogen geen gevaar voor verstikking of verwurging meebrengen.

f) Les jouets destinés à l'utilisation en eau peu profonde et destinés à porter ou à supporter l'enfant sur l'eau doivent être conçus et fabriqués de façon à réduire, dans la mesure du possible et compte tenu de l'usage préconisé des jouets, les risques de perte de la flottabilité du jouet et de perte de l'appui donné à l'enfant.

g) Les jouets dans lesquels on peut pénétrer et qui constituent de ce fait un espace clos pour les occupants doivent posséder une sortie que ceux-ci puissent facilement ouvrir de l'intérieur.

h) Les jouets conférant la mobilité aux utilisateurs doivent, dans la mesure du possible, comporter un système de freinage adapté au type de jouet et en rapport avec l'énergie cinétique développée par le jouet. Ce système doit être facilement utilisable par l'utilisateur sans risque d'éjection ou de blessure pour cet utilisateur et pour les tiers.

i) La forme et la composition de construction des projectiles et l'énergie cinétique qu'ils peuvent développer lors de leur lancement, par un jouet conçu à cette fin, doivent être tels que le risque de blessure de l'utilisateur du jouet ou des tiers ne soit pas déraisonnable, compte tenu de la nature du jouet.

j) Les jouets comprenant des éléments chauffants doivent être construits de manière à garantir que :

— la température maximale de toutes surfaces accessibles ne cause pas de brûlures lors d'un contact;

— les liquides, vapeurs et gaz contenus dans les jouets n'atteignent pas des températures ou des pressions telles que leur échappement, sauf pour des raisons indispensables au bon fonctionnement du jouet, soit susceptible de provoquer des brûlures ou autres blessures.

2. Inflammabilité :

a) Les jouets ne doivent pas constituer un élément inflammable dangereux dans l'environnement de l'enfant. A cette fin, ils doivent être composés de matériaux qui :

1° soit ne brûlent pas sous l'action directe d'une flamme, d'une étincelle ou de tout autre foyer potentiel d'incendie;

2° soit soient difficilement inflammables (la flamme s'éteint dès qu'il n'y a plus de cause d'incendie);

3° soit s'ils s'enflamment, brûlent lentement et présentent une faible vitesse de propagation de la flamme;

4° soit soient traités, quelle que soit la composition chimique du jouet, de manière à en retarder le processus de combustion.

Ces matériaux combustibles ne doivent pas constituer un risque de propagation du feu aux autres matériaux utilisés dans le jouet.

b) Les jouets qui, pour des raisons indispensables à leur fonctionnement, contiennent des substances ou préparations dangereuses et notamment des matériaux et équipements pour des expériences chimiques, l'assemblage de maquettes, les moulages plastiques ou céramiques, l'émaillage, la photographie ou des activités similaires, ne doivent pas contenir en tant que telles des substances ou des préparations qui puissent devenir inflammables suite à la perte de composants volatils non inflammables.

c) Les jouets ne doivent pas être explosifs ou contenir des éléments ou substances susceptibles d'exploser, en cas d'utilisation ou d'usage prévu à l'article 2 du présent arrêté.

La présente disposition ne s'applique pas aux amorces à percussion pour jouets, pour lesquelles il est fait référence au point 10 de l'annexe I.

d) Les jouets, et notamment les jeux et les jouets chimiques, ne doivent pas contenir en tant que telles des substances ou préparations :

- qui, lorsqu'elles sont mélangées, peuvent exploser :
 - . par réaction chimique ou par échauffement;
 - . lors du mélange avec des substances oxydantes;

— qui contiennent des composants volatils inflammables dans l'air et susceptibles de former des mélanges de vapeurs/air inflammables ou explosifs.

3. Propriétés chimiques :

1. Les jouets doivent être conçus et fabriqués de manière à ne pas présenter, en cas d'utilisation ou d'usage prévu à l'article 2 du présent arrêté, de risques pour la santé ou de blessures par ingestion, inhalation ou contact avec la peau, les muqueuses ou les yeux.

En tout cas, ils doivent respecter les lois et règlements appropriés applicables à certaines catégories de produits ou visant l'interdiction, la limitation d'usage ou l'étiquetage de certaines substances et préparations dangereuses.

f) Speelgoedartikelen die bestemd zijn om in ondiep water te worden gebruikt en om het kind te dragen of drijvende te houden op het water, moeten, gelet op het voorgestelde gebruik ervan, zodanig ontworpen en vervaardigd zijn dat het gevaar voor verlies van het drijfvermogen van het speelgoed alsmede van de steun die het aan het kind geeft, zo klein mogelijk is.

g) Speelgoedartikelen waar kinderen in kunnen kruipen en die een gesloten ruimte vormen, moeten een uitgang hebben die gemakkelijk van binnenuit kan worden geopend.

h) Speelgoed waarmee de gebruikers zich kunnen voortbewegen, moet voor zover mogelijk voorzien zijn van remmen die aangepast zijn aan het soort speelgoed en die berekend zijn op de door het speelgoed opgewekte kinetische energie. Deze remmen moeten gemakkelijk door de gebruikers bediend kunnen worden zonder dat dezen gevaar lopen eruit of af te vallen of zichzelf en anderen te verwonden.

i) De constructievorm en -samenstelling van projectielen en de kinetische energie die deze kunnen ontwikkelen bij lancering door een daartoe ontworpen stuk speelgoed, moeten zodanig zijn dat het gevaar voor verwonding van de gebruiker van het speelgoed of van derden niet onredelijk groot is, gelet op de aard van het speelgoed.

j) Speelgoed dat warmte-elementen bevat moet zo vervaardigd zijn dat :

— de hoogste temperatuur die aan elke toegankelijke zijde wordt bereikt zodanig is dat aanraking daarvan geen verbranding tot gevolg heeft;

— de temperatuur of druk van de vloeistoffen, dampen en gassen in het speelgoed niet zo hoog oplopen dat deze, indien zij voor de goede werking van het speelgoed moeten ontsnappen, brandwonden of ander lichamelijk letsel kunnen veroorzaken.

2. Ontvlambaarheid :

a) Speelgoed mag in de woonomgeving van het kind geen gevaarlijk ontvlambaar element zijn. Hiertoe dient het speelgoed samengesteld te zijn uit materialen die :

1° niet branden onder de directe inwerking van een vlam of vonk of andere potentiële oorzaak van ontbranding;

2° of moeilijk ontvlambaar zijn (het vuur moet doven zodra de oorzaak van ontbranding verwijderd is);

3° of, indien zij vlam vatten, traag branden, waarbij de vlam zich langzaam verspreidt;

4° of, ongeacht de chemische samenstelling van het speelgoed, zodanig zijn behandeld dat het verbrandingsproces wordt vertraagd.

Dit brandbare materiaal mag geen gevaar van ontbranding meebrengen voor andere in het speelgoed verwerkte stoffen.

b) Speelgoed dat, om te kunnen functioneren, gevaarlijke stoffen of preparaten bevat, ondermeer materiaal en apparatuur voor scheikundige experimenten, modelbouw, boetseren met kunststof of klei, emaileren, fotograferen of soortgelijke activiteiten, mag als zodanig geen stoffen of preparaten bevatten die ontvlambaar worden door het verlies van vluchtige niet ontvlambare componenten.

c) Speelgoed mag niet ontplofbaar zijn of elementen of stoffen bevatten die bij gebruik overeenkomstig artikel 2 van dit besluit zouden kunnen ontploffen.

Onder verwijzing naar punt 10 van bijlage I geldt dit niet voor speelgoedslaghoedjes.

d) Speelgoed, en ondermeer chemische spellen en speelgoedartikelen, mag geen stoffen of preparaten bevatten :

- die bij vermenging een ontploffing kunnen veroorzaken :
 - . door chemische reactie of door verwarming;
 - . bij vermenging met oxyderende stoffen;

— die vluchtige componenten bevatten die ontvlambaar zijn in de lucht en ontvlambare of explosieve mengsels van damp en lucht kunnen vormen.

3. Chemische eigenschappen :

1. Speelgoed dient zodanig te zijn ontworpen en vervaardigd dat het bij gebruik overeenkomstig artikel 2 van dit besluit geen gevaar voor de gezondheid of lichamelijk letsel meebrengt bij inslikken, inademing of contact met de huid, de slijmvliezen of de ogen.

In ieder geval moet dat speelgoed voldoen aan de passende wetten en besluiten toepasselijk op bepaalde categorieën producten of betreffende het verbod, de beperking van het gebruik of de etikettering van bepaalde gevaarlijke stoffen en preparaten.

2. En particulier, la biodisponibilité, pour la protection de la santé des enfants, due à l'utilisation des jouets ne doit pas, comme objectif, dépasser, par jour :

- 0,2 µg d'antimoine;
- 0,1 µg d'arsenic;
- 25,0 µg de baryum;
- 0,6 µg de cadmium;
- 0,3 µg de chrome;
- 0,7 µg de plomb;
- 0,5 µg de mercure;
- 5,0 µg de sélénium,

ou les autres valeurs qui peuvent être fixées pour ces substances ou pour d'autres substances dans les lois et les règlements, basés sur une évidence scientifique.

On entend par biodisponibilité de ces substances l'extrait soluble qui a une importance toxicologique.

3. Les jouets ne doivent pas contenir de substances ou préparations dangereuses dans des quantités risquant de nuire à la santé des enfants qui les utilisent. En tout état de cause, il est formellement interdit d'inclure dans un jouet des substances ou préparations dangereuses si elles sont destinées à être utilisées en tant que telles au cours du jeu.

Toutefois, si un nombre limité de substances ou préparations sont indispensables au fonctionnement de certains jouets, notamment des matériaux et équipements pour des expériences chimiques, l'assemblage de maquettes, les moulages plastiques ou céramiques, l'émaillage, la photographie ou des activités similaires, elles sont admises dans le respect d'une limite maximale de concentration à définir pour chaque substance ou préparation par mandat donné au Comité européen de normalisation (CEN) selon la procédure du comité institué en vertu de la Directive 83/189/CEE, à condition que les substances et préparations admises soient conformes aux lois et règlements appropriés applicables en matière d'étiquetage, sans préjudice du point 4 de l'annexe IV.

4. Propriétés électriques :

a) Les jouets électriques ne doivent pas être alimentés par une tension nominale supérieure à 24 volts, aucune pièce du jouet ne dépassant 24 volts.

b) Les pièces des jouets qui sont en contact ou susceptibles d'être en contact avec une source d'électricité capable de provoquer un choc électrique, ainsi que les câbles ou autres fils conducteurs par lesquels l'électricité est conduite à ces pièces, doivent être bien isolées et mécaniquement protégées afin de prévenir le risque d'un tel choc.

c) Les jouets électriques doivent être conçus et réalisés de manière à garantir que les températures maximales atteintes par toutes surfaces directement accessibles ne causent pas de brûlures lors d'un contact.

5. Hygiène :

Les jouets doivent être conçus et fabriqués de façon à satisfaire aux conditions d'hygiène et de propreté afin d'éviter les risques d'infection, de maladie et de contamination.

6. Radioactivité :

Les jouets ne peuvent pas contenir d'éléments ou substances radioactives sous des formes ou dans des proportions susceptibles de nuire à la santé d'un enfant. Ils doivent respecter les lois et règlements appropriés applicables à la protection sanitaire contre les dangers résultant des rayonnements ionisants.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 9 mars 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques et du Plan,

W. CLAES

Le Ministre des Affaires sociales,

Ph. BUSQUIN

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie,

E. DEWORME

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique
et à la Politique des Handicapés,

R. DELIZEE

2. Met het oog op de bescherming van de gezondheid der kinderen mag met name de totale biologische beschikbaarheid ten gevolge van het gebruik van het speelgoed, per dag niet hoger liggen dan de volgende streefcijfers :

- 0,2 µg voor antimoon;
- 0,1 µg voor arsenicum;
- 25,0 µg voor barium;
- 0,6 µg voor cadmium;
- 0,3 µg voor chroom;
- 0,7 µg voor lood;
- 0,5 µg voor kwik;
- 5,0 µg voor selenium,

of de waarden die op basis van wetenschappelijk bewijsmateriaal voor deze of andere stoffen in de wetten en besluiten kunnen worden vastgesteld.

Onder biologische beschikbaarheid van deze stoffen wordt verstaan het oplosbare extract dat toxicologisch van belang is.

3. Speelgoed mag geen gevaarlijke stoffen of preparaten bevatten in hoeveelheden die de gezondheid van het kind dat het speelgoed gebruikt kunnen schaden. In ieder geval is het formeel verboden in speelgoed gevaarlijke stoffen of preparaten te verwerken indien het speelgoed bestemd is om als zodanig bij het spelen te worden gebruikt.

Indien een beperkt aantal stoffen of preparaten echter voor de werking van bepaald speelgoed, zoals materiaal en apparatuur voor scheikundige experimenten, modelbouw, boetseren met kunststof of klei, emailleren, fotograferen en dergelijke activiteiten in beperkte mate nodig zijn, zijn deze toegestaan mits een voor elke stof en elk preparaat bij opdracht aan het CEN overeenkomstig de procedure van het bij Richtlijn 83/189/EEG ingestelde Comité aan te geven maximumconcentratie niet wordt overschreden, en de toegestane stoffen en preparaten voldoen aan de passende wetten en besluiten toepasselijk inzake de etikettering, onverminderd punt 4 van bijlage IV.

4. Elektrische eigenschappen :

a) Elektrisch aangedreven speelgoed moet werken op een nominale spanning van ten hoogste 24 volt en geen enkel onderdeel van het speelgoed mag onder spanning van meer dan 24 volt staan.

b) Delen van speelgoed die in contact staan of kunnen komen met een elektriciteitsbron die een elektrische schok kan veroorzaken, alsmede de kabels of draden waarlangs de elektriciteit naar deze delen wordt geleid, dienen goed geïsoleerd en mechanisch beveiligd te zijn om het gevaar van elektrische schokken te voorkomen.

c) Elektrisch aangedreven speelgoed moet zo zijn ontworpen en uitgevoerd dat de hoogste temperaturen die optreden aan de oppervlakte van alle rechtstreeks toegankelijke delen, bij aanraking daarvan geen brandwonden kunnen veroorzaken.

5. Hygiëne :

Speelgoed dient zo te zijn ontworpen en vervaardigd dat wordt voldaan aan de eisen inzake hygiëne en zuiverheid en gevaar voor infectie, ziekte en besmetting wordt vermeden.

6. Radioactiviteit :

Speelgoed mag geen radioactieve elementen of stoffen bevatten in een vorm of hoeveelheid die schade kan berokkenen aan de gezondheid van het kind. Het moet ook voldoen aan de passende wetten en besluiten toepasselijk op de bescherming van de gezondheid tegen de aan de ioniserende straling verbonden gevaren.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 9 maart 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken en het Plan,

W. CLAES

De Minister van Sociale Zaken,

Ph. BUSQUIN

De Staatssecretaris voor Energie,

E. DEWORME

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid
en Gehandicaptenbeleid,

R. DELIZEE

Annexe III

Avertissements et indications de précaution d'emploi

Les jouets doivent être accompagnés des indications bien lisibles et appropriées pour réduire les risques présentés par leur utilisation tels qu'ils sont visés dans les exigences générales, et en particulier :

1. Jouets non destinés aux enfants de moins de 36 mois.

Les jouets pouvant être dangereux pour les enfants de moins de 36 mois portent un avertissement, par exemple l'inscription « ne convient pas aux enfants de moins de 36 mois » ou « ne convient pas aux enfants de moins de trois ans », complétée par une indication concise pouvant également résulter de la notice d'emploi, des risques spécifiques motivant cette exclusion.

Cette disposition ne s'applique pas aux jouets qui, en raison de leurs fonctions, dimensions, caractéristiques, propriétés ou autres éléments probants, ne sont manifestement pas susceptibles d'être destinés aux enfants de moins de 36 mois.

2. Toboggans, balançoires suspendues, anneaux, trapèzes, cordes et jouets analogues montés sur portique.

Ces jouets sont accompagnés d'une notice d'emploi attirant l'attention sur la nécessité d'effectuer des contrôles et des entretiens périodiques de leurs parties les plus importantes (suspensions, attaches, fixation au sol, etc.) et précisant qu'en cas d'omission de ces contrôles le jouet pourrait présenter des risques de chutes ou de renversement.

Des instructions concernant la façon correcte de les assembler et indiquant les parties qui peuvent présenter des dangers si l'assemblage n'est pas correct doivent également être données.

3. Jouets fonctionnels.

Les jouets fonctionnels ou leur emballage portent l'inscription : « Attention, à utiliser sous surveillance d'adultes. ».

Ils sont en outre accompagnés d'une notice d'emploi mentionnant les instructions de fonctionnement ainsi que les précautions à suivre par l'utilisateur, avec l'indication qu'en cas d'omission de ces précautions celui-ci s'exposerait aux risques propres, à préciser, de l'appareil ou produit dont le jouet constitue un modèle réduit ou une imitation. Il est également indiqué que le jouet doit être maintenu hors de la portée des très jeunes enfants.

On entend par jouets fonctionnels ceux qui ont les mêmes rôles que les appareils ou installations qui sont destinés aux adultes et dont ils constituent souvent un modèle réduit.

4. Jouets contenant, en tant que tels, des substances ou préparations dangereuses. Jouets chimiques.

a) Sans préjudice de l'application des dispositions prévues par les directives communautaires relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances et préparations dangereuses, la notice d'emploi des jouets contenant, en tant que tels, ces substances ou préparations porte l'indication du caractère dangereux de celles-ci et des précautions à prendre par les utilisateurs afin d'éviter les risques s'y rapportant à préciser de manière concise selon le type de jouet. Il est également mentionné quels sont les soins de première urgence à donner en cas d'accidents graves dus à l'utilisation de ce type de jouets. Il est également indiqué que ces jouets doivent être maintenus hors de la portée des très jeunes enfants.

b) En plus des indications prévues au point a), les jouets chimiques portent sur l'emballage l'inscription : « Attention ! Uniquement pour enfants de plus de ... ans. A utiliser sous surveillance d'adultes. ».

L'âge est à fixer par le fabricant.

Sont notamment considérés comme jouets chimiques : les boîtes d'expériences chimiques, les boîtes d'inclusion plastique, les ateliers miniatures de céramiste, émailleur, photographe et jouets analogues.

5. Planches et patins à roulettes pour enfants.

Ces produits, s'ils sont présentés à la vente comme jouets, portent l'inscription : « Attention ! A utiliser avec équipement de protection. ».

En outre, la notice d'emploi rappelle que l'utilisation du jouet doit se faire avec prudence, car elle demande beaucoup d'adresse, afin d'éviter des accidents, par chutes ou collisions, de l'utilisateur et des tiers. Des indications concernant l'équipement de protection conseillé (casques, gants, genouillères, coudières, etc.) sont également données.

Bijlage III

Waarschuwingen en aanwijzingen in de gebruiksaanwijzingen

Speelgoed dient te zijn voorzien van duidelijk leesbare en deugdelijke aanwijzingen om de gevaren bij gebruik, als bedoeld in de algemene voorschriften, te verkleinen. In het bijzonder geldt het volgende :

1. Speelgoed dat niet is bestemd voor kinderen beneden de 36 maanden.

Op speelgoed dat gevaarlijk kan zijn voor kinderen beneden de 36 maanden, wordt een waarschuwing vermeld als « Niet geschikt voor kinderen beneden de 36 maanden » of « Niet geschikt voor kinderen beneden de drie jaar », alsmede een korte vermelding — die ook in de gebruiksaanwijzing mag voorkomen — van de specifieke gevaren waardoor deze uitsluiting wordt gemotiveerd.

Deze bepaling is niet van toepassing op speelgoed waarvan, gezien de functie, afmetingen, kenmerken of andere in het oog lopende eigenschappen of onderdelen, duidelijk is dat het niet bestemd is voor kinderen beneden de 36 maanden.

2. Glijbanen, schommels, ringen, trapezes, touwen en soortgelijk speelgoed, bevestigd aan een balk.

Dit speelgoed dient te zijn voorzien van een gebruiksaanwijzing, waarin de aandacht wordt gevestigd op de noodzaak van periodieke controles en onderhoud van de belangrijkste delen (ophangingsmiddelen, haken, bevestiging op de grond enz.) en waarin wordt aangegeven dat bij het nalaten van deze controle gevaar voor vallen van de kinderen of omvallen van de toestellen ontstaat.

Tevens moeten aanwijzingen worden gegeven betreffende de correcte montage, met vermelding van de onderdelen die bij verkeerde montage gevaren kunnen opleveren.

3. Functioneel speelgoed.

Op functioneel speelgoed of de verpakking ervan dient te zijn vermeld « Voorzichtig ! Te gebruiken onder toezicht van volwassenen. ».

Bij dit speelgoed dient bovendien een gebruiksaanwijzing te worden geleverd, met instructies inzake de bediening en de door de gebruiker in acht te nemen voorzorgsmaatregelen. Ook wordt aangegeven dat veronachtzaming van deze voorzorgsmaatregelen leidt tot nader aan te geven gevaren eigen aan het apparaat of het produkt, waarvan het een verkleind model of een imitatie vormt. Er wordt tevens aangegeven dat het speelgoed buiten het bereik van zeer jonge kinderen moet worden gehouden.

Onder functioneel speelgoed wordt verstaan speelgoed dat dezelfde functie heeft als apparaten of installaties die bestemd zijn voor volwassenen, waarvan het vaak een verkleind model is.

4. Speelgoed dat stoffen of preparaten bevat die als zodanig gevaarlijk zijn. Chemisch speelgoed.

a) Onverminderd de toepassing van de communautaire richtlijnen betreffende de indeling, verpakking en etikettering van gevaarlijke stoffen en preparaten, wordt op de gebruiksaanwijzing van het speelgoed dat deze stoffen of preparaten als zodanig bevat, de gevaarlijke aard ervan vermeld, alsmede de voorzorgsmaatregelen die de gebruiker in acht moet nemen om de desbetreffende gevaren te vermijden, die al naar gelang van het type speelgoed kort nader moeten worden aangeduid. Tevens moet worden aangegeven welke eerste hulp moet worden geboden bij ernstige ongevallen die het gevolg zijn van het gebruik van dit soort speelgoed en dat dit speelgoed buiten het bereik van zeer jonge kinderen moet worden gehouden.

b) Naast de onder a) bedoelde aanwijzingen dient chemisch speelgoed op de verpakking voorzien te zijn van het opschrift « Voorzichtig ! Uitsluitend voor kinderen ouder dan ... jaar. Te gebruiken onder toezicht van volwassenen. ».

Leeftijd is door de fabrikant te bepalen.

Als chemisch speelgoed worden ondermeer beschouwd : dozen voor chemische proeven, dozen voor plasticinsluiting, miniatuurateliers voor keramiek- en emailbewerking, fotografie en soortgelijk speelgoed.

5. Schaatsplanken en rolschaatsen voor kinderen.

Indien deze produkten als speelgoed ten verkoop worden aangeboden, moeten zij voorzien zijn van het opschrift « Voorzichtig ! Te gebruiken met beschermingsuitrusting. ».

Voorts wordt er in de gebruiksaanwijzing op gewezen dat men met dit speelgoed voorzichtig moet omgaan, daar er grote handigheid voor vereist is en om voor de gebruiker en derden ongevallen te voorkomen. Ook wordt aangegeven welke beschermingsuitrusting wordt aangeraden (helm, handschoenen, kniestukken, elleboogstukken, enz.).

6. Jouets nautiques.

Les jouets nautiques définis à l'annexe II, point II.1.f, portent l'inscription :

« Attention ! A n'utiliser qu'en eau où l'enfant a pied et sous surveillance. »

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 9 mars 1991.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques et du Plan,
W. CLAES

Le Ministre des Affaires sociales,
Ph. BUSQUIN

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie,
E. DEWORME

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique
et à la Politique des Handicapés,
R. DELIZEE

Annexe IV

Modèle de marque « CE »

6. Speelgoed voor gebruik in water.

Het in bijlage II, punt II.1.f, omschreven speelgoed voor gebruik in water is voorzien van de vermelding :

« Voorzichtig ! Alleen gebruiken onder toezicht en in water waar kinderen kunnen staan. »

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 9 maart 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken en het Plan,
W. CLAES

De Minister van Sociale Zaken,
Ph. BUSQUIN

De Staatssecretaris voor Energie,
E. DEWORME

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid
en Gehandicaptenbeleid,
R. DELIZEE

Bijlage IV

Model van het EG-merkteken



Vu pour être annexé à Notre arrêté du 9 mars 1991.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques et du Plan,
W. CLAES

Le Ministre des Affaires sociales,
Ph. BUSQUIN

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie,
E. DEWORME

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique
et à la Politique des Handicapés,
R. DELIZEE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 9 maart 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken en het Plan,
W. CLAES

De Minister van Sociale Zaken,
Ph. BUSQUIN

De Staatssecretaris voor Energie,
E. DEWORME

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid
en Gehandicaptenbeleid,
R. DELIZEE

Annexe V

Conditions à remplir par les organismes agréés

Pour être agréés et le rester, les organismes doivent satisfaire aux conditions minimales suivantes :

1° disponibilité en personnel ainsi qu'en moyens et équipements nécessaires;

2° compétence technique et intégrité professionnelle du personnel;

3° indépendance, quant à l'exécution des essais, à l'élaboration des rapports, à la délivrance des attestations et à la réalisation de la surveillance prévues par la loi du 29 juin 1990 relative à la sécurité des jouets et ses arrêtés d'exécution, des cadres et du personnel technique par rapport à tous les milieux, groupements ou personnes, directement ou indirectement intéressées au domaine du jouet;

4° respect du secret professionnel par le personnel;

5° souscription d'une assurance de responsabilité civile à moins que cette responsabilité ne soit couverte par l'Etat.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 9 mars 1991.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques et du Plan,

W. CLAES

Le Ministre des Affaires sociales,

Ph. BUSQUIN

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie,

E. DEWORME

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique
et à la Politique des Handicapés,

R. DELIZEE

Bijlage V

Voorwaarden waaraan de erkende instellingen moeten voldoen

Om erkend te worden en te blijven moeten de instellingen aan de volgende minimumvoorwaarden voldoen :

1° beschikbaarheid van personeel, alsmede van de nodige middelen en uitrusting;

2° technische bekwaamheid en professionele integriteit van het personeel;

3° onafhankelijkheid bij het uitvoeren van proeven, het opstellen van verslagen, het afgeven van verklaringen en het uitoefenen van het in de wet van 29 juni 1990 betreffende de veiligheid van speelgoed en in haar uitvoeringsbesluiten voorgeschreven toezicht, van het kaderpersoneel en het technisch personeel ten aanzien van alle kringen, groeperingen en personen die rechtstreeks of indirect belangen hebben op het gebied van speelgoed;

4° bewaring van het beroepsgeheim door het personeel;

5° afsluiten van een verzekering van wettelijke aansprakelijkheid, tenzij deze reeds door de Staat wordt gedekt.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 9 maart 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken en het Plan,

W. CLAES

De Minister van Sociale Zaken,

Ph. BUSQUIN

De Staatssecretaris voor Energie,

E. DEWORME

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid
en Gehandicaptenbeleid,

R. DELIZEE

MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 91 — 1210

14 MARS 1991. — Arrêté royal autorisant les greffiers des cours et tribunaux de l'Ordre judiciaire à accéder au Registre national des personnes physiques

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, notamment l'article 5;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'accomplissement des tâches qui relèvent de leur compétence, les greffiers en chef, greffiers-chefs de greffe et greffiers-chefs de service des cours et tribunaux de l'Ordre judiciaire sont autorisés à accéder aux informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o à 6^o, et 8^o, et alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

Art. 2. Les greffiers en chef et greffiers-chefs de greffe peuvent déléguer la faculté visée à l'article 1^{er} à un ou plusieurs greffiers désignés nommément et par écrit.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 91 — 1210

14 MAART 1991. — Koninklijk besluit waarbij aan de griffiers van de hoven en rechtbanken van de Rechterlijke Orde toegang wordt verleend tot het Rijksregister van de natuurlijke personen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor het vervullen van de taken die tot hun bevoegdheid behoren, wordt aan de hoofdgriffiers, de griffiers-hoofd van de griffie en de griffiers-hoofd van dienst van de hoven en rechtbanken van de Rechterlijke Orde, toegang verleend tot de informatie bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1^o tot 6^o, en 8^o, en tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

Art. 2. De hoofdgriffiers en de griffiers-hoofd van de griffie kunnen de in artikel 1 bedoelde bevoegdheid opdragen aan een of meer griffiers die schriftelijk en met name worden aangewezen.